

NORMES ET RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES

Les matériels et prestations proposés seront conformes aux normes et réglementations en vigueur au moment de l'exécution. Il en va de même pour les travaux qui, de plus, devront être réalisés dans les règles de l'art.

On retiendra de manière non exhaustive :

Les Normes Européennes :

EN 50173-1 Amendement 2 Edition 2 pour la structure et la configuration d'un câblage générique, les prescriptions de la mise en œuvre et les prescriptions de comportement des liaisons individuelles.

EN 50174-1 pour la planification de l'assurance de la qualité.

EN 50174-2 pour la mise en œuvre des installations.

EN 55022 pour la mise en œuvre de la CEM.

EN 60950 pour la Sécurité des matériels de traitement de l'information.

EN 5086.1 pour les Systèmes de conduits pour installations électriques.

EN 50081 et EN 50.082 pour la Compatibilité électromagnétique, émission et immunité.

Les Normes Françaises :

NF C 15900 pour la cohabitation des réseaux de puissance et des réseaux de communication.

NF C 15100 pour les installations électriques à basse tension.

NF C 61740 pour les parafoudres pour installations à basse tension.

NF C 32321 pour les Conducteurs et gaines isolés pour installations.

NF C 58 pour les Batteries de secours.

NF C 68.091 pour les Plinthes moulures règles et dimensions.

NF C 68.110 à 68.114, Normes NF C 68.106 et NF C 68.107, NF C 68.102 et NF C 68.104 définissant les conduits ou des profilés non propagateur de la flamme.

NF 50.081 pour la Compatibilité électromagnétique, émission et immunité.

NF 50.173 et 174 pour le Système de câblage pour les technologies de l'information.

NF A2P de type 2 et 3 pour certification des alarmes filaires et sans fil.

NF C 12-100 et additifs : relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

NF C 12-200 : relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique.

La Norme Internationale :

CEI 60364-5-548 : Dispositions de mise à la terre et liaisons équipotentielles des matériels de traitement de l'information.

Les Règlements tels que :

- ✓ le règlement sanitaire départemental.
- ✓ les règlements de sécurité contre les risques d'incendie.
- ✓ les recommandations professionnelles propres aux prestations décrites ci-avant.
- ✓ l'arrêté du 10 novembre 1976 relatif aux circuits et installations de sécurité.
- ✓ les spécifications particulières de chaque constructeur pour certains matériels.
- ✓ les dispositions législatives et réglementaires qui sont à respecter et plus spécifiquement les suivantes :
 - code de la construction.
 - code du travail et de la sécurité sociale.
 - directives européennes.
 - le décret n°92-158 du 20 février 1992 (modifié par le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994) fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
 - le décret n°72-1120 du 14 novembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations intérieures.
 - loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation (LOPS) article 10 relative à la sécurité pour l'utilisation de la vidéo-surveillance. Le décret n°96-926 du 17 octobre 1996 fournit les modalités d'application de cet article.
 - loi n°2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant disposition diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers.
 - loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés).
 - arrêté du 3 août 2007 et ses 3 annexes portant définition des spécifications techniques des systèmes de vidéo-protection.
- ✓ directive n°1223 du 23/12/2004 sur la protection physique des informations ou supports protégés.
- ✓ IGI 1300/SGDN/PSE/SSD du 25/08/2003.

Les Textes réglementaires concernant l'utilisation l'exploitation d'un système de vidéo-protection :

- ✓ **Loi n°95-73 du 21 janvier 1995 modifiée**, loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité (spécialement l'article 10).
- ✓ **Décret n°96-926 du 17 octobre 1996 modifié** relatif à la vidéo-surveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité.
- ✓ **Décret n° 97- 46 du 15 janvier 1997** relatif aux obligations de surveillance ou de gardiennage incombant à certains propriétaires, exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux.
- ✓ **Décret n° 97- 47 du 15 janvier 1997** relatif aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires ou exploitants de garages ou de parcs de stationnement.
- ✓ **Circulaire du 22 octobre 1996** relative à l'application de l'article 10 de la loi no 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (décret sur la vidéo protection).
- ✓ - **Arrêté du 26 septembre 2006** portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo- protection et son arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéo-protection (rectificatif).
- ✓ - **Arrêté du 21 août 2007** dit « loi Sarkozy », portant sur la définition des normes

techniques des systèmes de vidéo-protection.

Pour les textes paraissant avant la date de la soumission, les modifications et adaptations sont à la charge du soumissionnaire.

Pour les textes paraissant après cette date, il appartient au soumissionnaire de proposer à l'administration, les incidences financières qui en découlent, avant toute exécution.

Le fait de ne pas énumérer ces documents ne pourra être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Si, au cours de la réalisation des prestations, de nouveaux documents normatifs ou réglementaires entraînent en vigueur ou étaient modifiés, le soumissionnaire devra en avvertir l'administration et procéder aux modifications, afin de livrer au moment de la mise en service une installation conforme aux nouvelles dispositions.

Lorsque l'interprétation du présent document et des textes officiels aboutit à une contradiction, l'administration se réserve le droit de définir la solution qu'elle jugera la plus appropriée sans modification de prix ou de délai.

Le soumissionnaire est tenu d'informer l'administration de toute discordance entre le CCTP et les règles énoncées ou non ci-dessus ainsi que de toutes les questions qui pourraient être une source de litige par la suite.

En conséquence, le soumissionnaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions au CCTP peuvent le dispenser d'exécuter toutes les prestations nécessaires ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur les prix.

Le soumissionnaire doit signaler par écrit à l'administration les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'art.

Le soumissionnaire devra être habilité par les services de sécurité de l'administration ainsi que ses éventuels sous-traitants. Des agréments spécifiques devront être demandés pour que les personnels du soumissionnaire puissent accéder au site, un engagement de confidentialité sera signé par le soumissionnaire et chacune des personnes agréées.

Le soumissionnaire, son personnel et ses sous-traitants devront se conformer au protocole régissant l'accès sur le site.